

# De longues semaines d'attente pour un rendez-vous chez le dentiste

**A l'instar des médecins, les dentistes sont en pénurie** dans certaines zones rurales de Wallonie.

Quelles sont les causes et les solutions ?

● **Xavier CREER**

**P**our prendre rendez-vous chez son dentiste, il faut s'armer d'une patience... de plusieurs semaines au minimum pour avoir une place. C'est qu'une bonne partie de la Wallonie est touchée par le même mal : les dentistes sont en pénurie. Un phénomène assez similaire à ce que la province subit avec les médecins.

« La pénurie est bien là, confirme Michel Devriese, past-président de la Société de médecine dentaire (SMD). Le problème n'est pas le manque de diplômés, je dirais même que depuis 3 à 4 ans, les promotions qui sortent sont plutôt pléthoriques, mais la répartition des dentistes qui est très mauvaise. Il faut parvenir à attirer les dentistes en province de Luxembourg. Car les futurs dentistes font leurs études dans trois universités, à Bruxelles ou à Liège, et après avoir passé cinq ans là-bas, ils ont tendance à rester dans les grands centres urbains.

Le problème se situe aussi au niveau de la formation car il n'y a que 12 maîtres de stage en province de Luxembourg, pour 80 à Liège par exemple. Il y a

*un vrai manque alors que chaque élève doit effectuer un an de stage. »*

Conséquence directe, dans la commune de Vaux-sur-Sûre par exemple, les deux dentistes ne peuvent plus accepter les nouveaux résidents, faute de temps. Alors qu'à Florenville, il n'y a que trois dentistes pour 10 000 habitants. Plus globalement, la situation dans l'arrondissement de Virton est la pire, avec moins de 5 praticiens par tranche de 10 000 habitants, le taux le plus bas de la province. Il n'existe malheureusement pas (encore) de chiffres précis commune par commune. « On y travaille », indique Michel Devriese.

## Les autorités muettes !

Les exemples ne manquent malheureusement pas. D'autant que le problème ne date pas d'hier. Mais que rien ne bouge. « Nous avons attiré l'attention des autorités wallonnes depuis 2014, mais il n'y a eu aucun geste concret ni de communication sur le sujet. Pourtant, il faut impérativement attirer l'attention sur ce problème », déplore-t-il.

Un plan « impulseo » avait

pourtant été élaboré voilà quatre ans par l'INAMI, « mais la compétence a été transférée aux Régions entre-temps et vu qu'aucun budget n'a été transféré pour ça, c'est tombé à l'eau. Or il faut vraiment mettre en place une politique d'encouragement ».

Car Michel Devriese est convaincu que des solutions existent pour pallier cette pénurie. « Nous expliquons déjà aux jeunes diplômés que les provinces de Luxembourg, Namur et du Hainaut sont en déficit et que de très belles carrières y sont possibles, comme le past-président de la SMD. Il faudrait aussi mettre en place un vrai plan, que les responsables politiques suivent la situation et affinent l'accessibilité, avec des chiffres objectifs. Puis, il faudrait mettre en place des expériences pilotes avec une politique incitative.

Si cela avait été fait en 2014, on y verrait déjà plus clair. D'autant que ces expériences mettent du temps à fonctionner, comme on l'a vu avec les médecins. Car ce n'est pas parce que l'on met un incitant financier que l'on aura une horde de dentistes qui répondront. Il faut tester, évaluer... Déjà faire venir 10 dentistes changerait la situation. » ■

« Nous avons attiré l'attention des autorités mais il n'y a eu aucun geste. »

# Un dentiste roumain à Mouscron

**A** l'instar des médecins, la solution passe sans doute par la création de cabinets dentaires. « En effet et il y a de plus en plus de cabinets organisés en groupe, ce qui permet de répartir les investissements qui sont très lourds

(NDLR : 100 000 € rien que pour l'équipement de base). Mais cela ne doit pas nuire à la proximité. »

Autre piste de solution, la création d'un diplôme d'hygiéniste bucco-dentaire : « Vu que les praticiens sont submergés, ils seront sûrement heureux d'avoir la collaboration d'une hygiéniste pour se décharger de plusieurs soins et ainsi gagner du temps de travail.

On peut estimer que 30 % de l'activité d'un dentiste peuvent être pris en charge par un hygiéniste. C'est peut-être une solution. Mais les premiers sortiront dans trois ans seulement. »

À l'instar des médecins, la solution viendra peut-être aussi de l'étranger. « Suite à un article, un dentiste roumain est venu s'installer à Mouscron », illustre Michel Devriese.

Quoi qu'il en soit, les autorités ne peuvent plus attendre pour prendre cette problématique en main. D'autant que le phénomène est encore pire pour les dentistes spécialisés. Des dentistes qui sont en train de perdre leur sourire. ■

